BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES

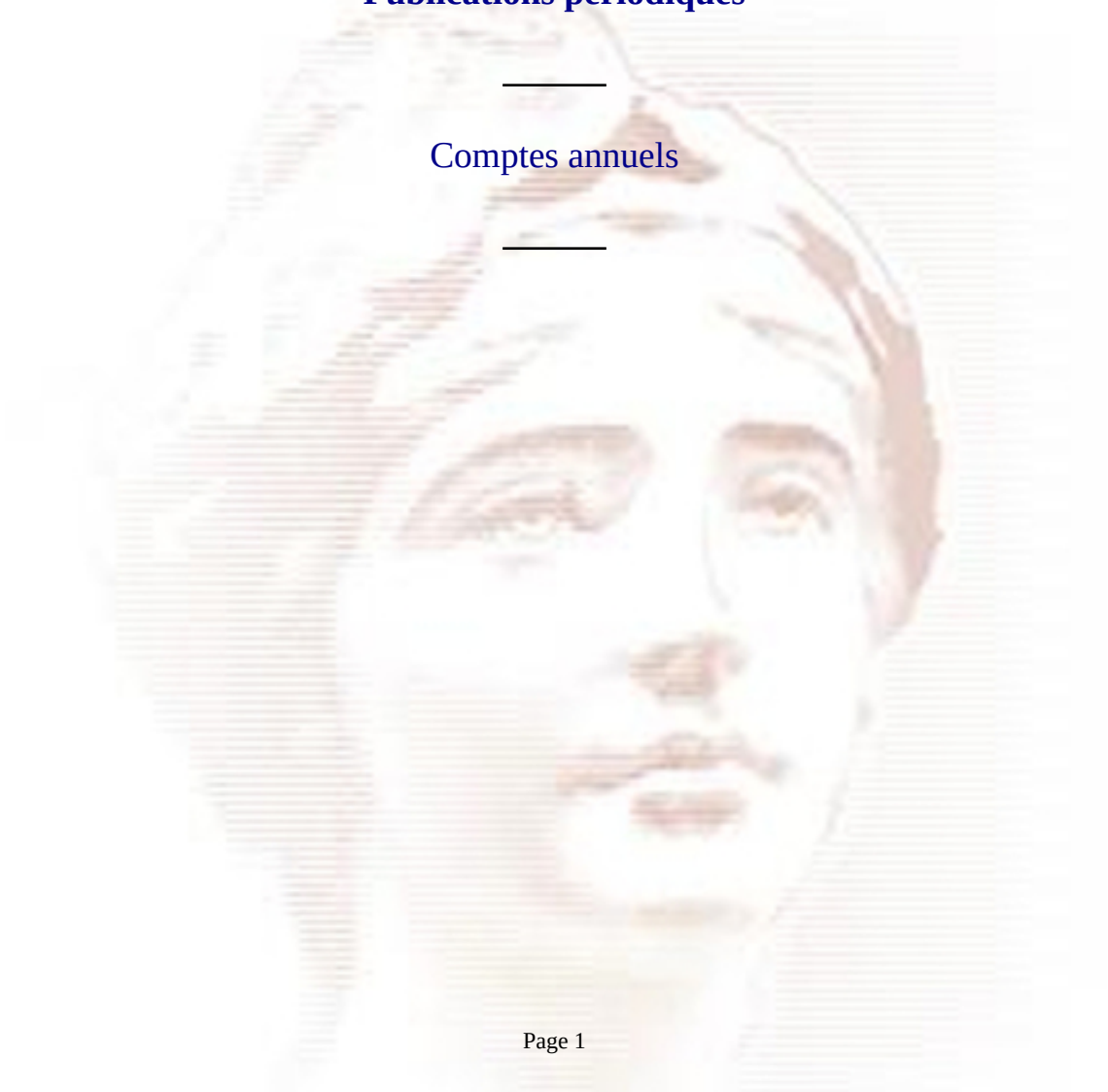
PREMIÈRE MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels



BANQUE D'ESCOMPTE

Société Anonyme au capital de 16 000 000 euros
Siège social : 7-11 Boulevard Haussmann - 75009 PARIS
562 102 913 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels sociaux et consolidés 2023 approuvés par l'A.G.O. du 22 mai 2024

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque d'Escompte - Banque Wormser Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion ainsi exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	*Notre réponse*
La Banque d'Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts. La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels, les créances douteuses présentant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes annuels, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.	Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique. Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations. Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non- recouvrement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

Nous attestons de la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet Mazars a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet Mazars était dans la seizième année de sa mission sans interruption.

Le cabinet Cailliau Dedouit et Associés a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 8 juin 2023.

A la date de clôture, le cabinet Cailliau Dedouit et Associés était dans la première année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie le 7 mai 2024

Les Commissaires aux comptes

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES
Sandrine LE MAO

MAZARS
Bertrand DESPORTES

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2023

Bilan avant répartition

ACTIF

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	125 202 618	102 736 405
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	79 183 743	74 720 509
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	14 067 520	28 103 548
Opérations avec la clientèle (note 3)	332 756 277	312 256 499
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 1)	968 866	1 678 752
Actions et autres titres à revenu variable (note 1)	20 685 964	19 072 036
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	385 211	384 211
Parts dans les entreprises liées (note 4)	1 400 000	1 400 000
Immobilisations incorporelles (note 5)	812 366	1 179 034
Immobilisations corporelles (note 5)	1 228 935	375 309
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs (note 6)	14 361 707	9 675 759
Comptes de régularisation (note 7)	4 013 672	1 529 044
Total	**595 066 880**	**553 111 105**

PASSIF

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	30 115 893	*9 010 747*
Opérations avec la clientèle (note 9)	506 249 899	*488 314 033*
Dettes représentées par un titre (note 9)	-	-
Autres passifs (note 10)	4 945 510	5 304 182
Comptes de régularisation (note 11)	5 736 529	*3 818 432*
Provisions pour risques et charges	640 087	416 895
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-
Capitaux propres hors FRBG (note 12)	47 378 963	*46 246 817*
- Capital souscrit	*16 000 000*	16 000 000
- Primes d'émission	-	-
- Réserves	*14 200 000*	14 200 000
- Ecart de réévaluation	-	-
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-
- Report à nouveau	*15 746 817*	13 752 773
- Résultat de l'exercice	*1 432 146*	*2 294 045*
Total	**595 066 880**	**553 111 105**

Bilan après répartition

ACTIF

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	125 202 618	102 736 405
Effets publics et valeurs assimilées (note 1)	79 183 743	74 720 509
Créances sur les établissements de crédit (note 2)	14 067 520	28 103 548
Opérations avec la clientèle (note 3)	332 756 277	312 256 499
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 1)	968 866	1 678 752
Actions et autres titres à revenu variable (note 1)	20 685 964	19 072 036
Participations et autres titres détenus à long terme (note 4)	385 211	384 211
Parts dans les entreprises liées (note 4)	1 400 000	1 400 000
Immobilisations incorporelles (note 5)	812 366	1 179 034
Immobilisations corporelles (note 5)	1 228 935	375 309
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs (note 6)	14 361 707	9 675 759
Comptes de régularisation (note 7)	4 013 672	1 529 044
Total	**595 066 880**	**553 111 105**

PASSIF

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	30 115 893	*9 010 747*
Opérations avec la clientèle (note 9)	506 249 899	*488 314 033*
Dettes représentées par un titre (note 9)	-	-
Autres passifs (note 10)	5 393 510	5 604 182
Comptes de régularisation (note 11)	5 736 529	*3 818 432*
Provisions pour risques et charges	640 087	416 895
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	-	-
Capitaux propres hors FRBG (note 12)	46 930 963	*45 946 817*
- Capital souscrit	*16 000 000*	16 000 000
- Primes d'émission	-	-
- Réserves	*14 200 000*	14 200 000
- Ecart de réévaluation	-	-
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	-	-
- Report à nouveau	*16 730 963*	15 746 817
Total	**595 066 880**	**553 111 105**

HORS-BILAN

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
Engagements donnés (note 13)	**39 040 284**	**35 527 820**
Engagements de financement	25 598 196	26 224 050
Engagements de garantie	5 657 369	6 398 485
Engagements sur titres	7 784 720	2 905 285
Engagements reçus (note 13)	**59 121 456**	**53 041 737**
Engagements de financement	55 395 419	48 735 922
Engagements de garantie	3 726 037	4 305 815
Engagements sur titres	-	-

COMPTE DE RESULTAT

en euros

	31.12.2023	31.12.22
Intérêts et produits assimilés (note 16)	16 927 750	9 789 150

Intérêts et charges assimilées (note 17)	5 912 094	744 229
Revenus des titres à revenu variable (note 18)	112 533	364
Commissions (produits) (note 19)	12 167 897	12 148 997
Commissions (charges) (note 19)	4 529 622	2 860 845
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 20)	88 783	21 982
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 21)	(109 220)	409 947
Autres produits d'exploitation bancaire (note 22)	493 787	647 834
Autres charges d'exploitation bancaire (note 22)	130 186	8 193
PRODUIT NET BANCAIRE	**19 109 627**	**19 405 008**
Charges générales d'exploitation (note 23)	16 169 742	15 567 271
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	528 621	388 934
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2 411 264**	**3 448 803**
Coût du risque (note 25)	(344 347)	(334 852)
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 066 917**	**3 113 950**
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	19 733	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**2 086 651**	**3 113 950**
Résultats exceptionnels (note 26)	(218 505)	(42 921)
Impôts sur les bénéfices (note 27)	(436 000)	(776 985)
RESULTAT NET	**1 432 146**	**2 294 045**

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2023

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique " Engagements sur titres ".

Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

Les titres de placement sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.

Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Les titres de participation sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition. Les éléments qui peuvent être pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, la quote-part de situation nette et la valeur boursière des sociétés ayant une activité comparable. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

TITRES DONNES OU RECUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.

Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.

Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.

La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

Instruments de taux d'intérêt échangés sur des marchés organisés ou assimilés

Les contrats de taux d'intérêt à terme, fermes ou conditionnels, échangés sur des marchés organisés ou assimilés, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

Autres éléments de taux d'intérêt à terme

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :
a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ; Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessous.
a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats prorata temporis. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.
c) les charges et les produits sont inscrits prorata temporis au compte de résultats.
d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés prorata temporis et comptabilisés en créances rattachées.
Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagements de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.
Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non-recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et de fonds de commerce.

Logiciels :

Les logiciels figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. La durée de vie et modes d'amortissement se présente de la manière suivante : Linéaire 1 à 7 ans

Frais d'établissement : Linéaire 1 à 3 ans

En cas de perte de valeur entre la valeur au bilan et la valeur d'usage, une dépréciation de l'actif serait à constater par une dotation de provision enregistrée en pertes sur actifs immobilisés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

- Agencement et mobilier :	Linéaire	10 ans
- Matériels informatiques :	Linéaire	5 ans
- Matériels de bureau :	Linéaire	4 à 5 ans

OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros à leurs taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

Conformément au Livre II titre 7 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme à l'échéance correspondante.

Par ailleurs, les reports et déports liés aux opérations de change à terme couvertes, au sens de l'article 2723 - 3 dudit règlement, sont parallèlement rapportés au compte de résultats de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

COMPTES DE RESULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur date de mise en paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant et de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

En application de la méthode dite de " l'impôt exigible ", seuls les impôts exigibles à la date de clôture de l'exercice sont constatés dans les comptes. Par voie de conséquence, les provisions d'impôts différés ne sont pas retracées dans les comptes.

* * *

EVENEMENTS DE L'EXERCICE

En 2023, l'exercice est marqué par le développement des activités de crédit, de placement coté et non coté. Cette croissance a induit une augmentation des recrutements et des outils IT. Autre fait marquant, la décision de déménager le siège social historique réalisé au premier trimestre 2024.

D'autre part, durant l'année 2023 la Banque Wormser Frères a intégré la société FSA Intermédiation acquise en 2022. Elle avait alors constaté un mali de fusion de 83 k€ dans les comptes sociaux. En 2023, la Banque Wormser Frères a déprécié ce mali de fusion suite à la perte de valeur du fonds commercial de l'activité d'épargne entreprise et réduit le prix d'acquisition en conséquence.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, la banque constate la dégradation de l'activité de la société October, la fermeture de ses implantations à l'international et la cession de son moteur technologique à Sopra Banking. La banque détient une participation pour un montant de 199 325 euros et reste attentive à l'évolution de son activité.

MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVISES

En milliers d'euros	2023	2022
Total du bilan	595 067	553 111
Actif en devises	32 446	12 976
Passif en devises	31 892	12 305

INFORMATIONS SUR L' ACTIF DU BILAN

NOTE 1 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable

(en milliers d'euros)

	Exercice 2023				Exercice 2022			
	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets public	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de transaction	**575**	**-**	**-**	**575**	**552**	**-**	**-**	**552**
OAT et BTF	*575*			*575*	*552*			*552*
Actions cotées				-				-
Opc				-				-
Portefeuille de placement	**38 323**	**969**	**20 686**	**59 978**	**23 735**	**1 679**	**19 072**	**44 486**
Valeurs brutes	***38 323***	***1 335***	***21 019***	***60 677***	***23 637***	***1 982***	***19 170***	***44 840***
OAT et BTF	*15 824*			*15 824*	*16 199*			*16 199*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*22 499*			*22 499*	*7 438*			*7 438*
Obligations		*1 335*		*1 335*		*1 982*		*1 982*
Opc			*18 803*	*18 803*			*16 720*	*16 720*
Actions non cotées et parts sociales			*2 216*	*2 216*			*2 373*	*2 373*
Actions cotées			*0*	*0*			*77*	*77*
Créances rattachées		***16***		***16***	***127***	***11***		***137***
Provision	**-**	***(382)***	***(333)***	***(715)***	***(28)***	***(314)***	***(98)***	***(440)***
OAT et BTF				*0*	*(24)*			*(24)*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE				*0*	*(3)*			*(3)*
Obligations		*(382)*		*(382)*		*(314)*		*(314)*
Opc			*(333)*	*(333)*			*(98)*	*(98)*
Portefeuille d'investissement	**40 285**	**-**	**-**	**40 285**	**50 433**	**-**	**-**	**50 433**
OAT et BTF	*40 132*			*40 132*	*39 890*			*39 890*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE				*0*	*10 401*			*10 401*
Créances rattachées	***153***			***153***	***142***			***142***
Total	**79 183**	**969**	**20 686**	**100 838**	**74 721**	**1 679**	**19 072**	**95 471**

	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	2023 de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	2022 Total
Portefeuille de transaction		**575**				**575**	**552**
OAT et BTF		*575*				*575*	*552*
Portefeuille de placement	**22 499**	**15 824**	**100**		**1 235**	**39 658**	**25 619**
OAT et BTF		**15 824**				**15 824**	**16 199**
Valeur d'acquisition		16 000				16 000	16 000
Décote / Prime		*(176)*				*(176)*	199
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	**22 499**					**22 499**	**7 438**
Valeur d'acquisition	*22 620*					22 620	*7 489*
Décote / Prime	*(121)*					*(121)*	*(51)*
Obligations			**100**		**1 235**	**1 335**	**1 982**
Valeur d'acquisition			*100*		*5 964*	6 064	*6 064*
Décote / Prime					*(4 729)*	*(4 729)*	*(4 082)*

La banque investit principalement en titres d'état français (OAT et BTF) et US.
Ces titres sont utilisés dans le cadre de la stratégie de liquidité car considérés comme de haute qualité pour les ratios réglementaires (LCR, NSFR, ratio de solvabilité). La banque investit également auprès de ses clients dans les produits créés par la société de gestion (Titres de placement cotés et non cotés).

Portefeuille de Placement
(en milliers d'euros)

Composition du portefeuille de Placement

	Exercice 2023				Exercice 2022			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
Obligations assimilables du Trésor français	15 824	15 827		3	16 199	16 175	24	
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	22 499	22 501		2	7 438	7 437	3	2
Obligations	1 335	953	382		1 982	1 684	314	16
OPC	18 803	19 048	333	578	16 720	17 254	98	632
Actions	2 216	2 216			2 450	2 469		19
Total	**60 677**	**60 545**	**715**	**583**	**44 789**	**45 019**	**440**	**669**

Mouvements du portefeuille de Placement

	01/01/2023	Entrées	Sorties	31/12/2023	01/01/2022	Entrées	Sorties	31/12/2022
Portefeuille de Placement	**44 789**	136 247	120 359	**60 677**	**24 937**	41 573	21 721	**44 789**

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2023						2022
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Créances à vue	**14 067**					**14 067**	**13 059**
Comptes ordinaires	14 067					14 067	13 059
Créances à terme						-	**15 045**
Prêts et comptes à terme*							15 000
Créances rattachées							45
Total	**14 067**					**14 067**	**28 104**

** Arrêt des prêts à terme auprès de la Banque Cantonale de Genève France en 2023*

NOTE 3 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2023						2022
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Autres concours	**10 313**	**12 710**	**18 404**	**140 854**	**134 747**	**317 028**	**292 789**
Crédits à la clientèle à court terme	8 292	10 540	13 600	1 097		33 529	14 136
Crédits à la clientèle à long terme	2 021	2 170	4 804	139 757	134 747	283 499	278 653
Comptes ordinaires débiteurs	**5 309**					**5 309**	**5 828**
Créances douteuses (voir note ci dessous)	**3 662**	**223**	**725**	**2 228**	**2 871**	**9 709**	**12 925**
Créances rattachées	**568**	**54**	**25**	**43**	**20**	**710**	**714**
Autres concours	528	54	25	43	20	670	663
Comptes ordinaires débiteurs	40					40	51
Total	**19 852**	**12 987**	**19 154**	**143 125**	**137 638**	**332 756**	**312 256**

Malgré un contexte de hausse des taux, les encours de crédits octroyés continuent d'augmenter.
Dans le même temps, les créances douteuses baissent grâce à une politique d'octroi et de suivi toujours plus efficace.
La banque continue ainsi d'accompagner ses clients dans leurs projets personnels et professionnels, tout en réduisant ses risques.

Répartition des créances saines par type de clientèle

	2023	2022
Sociétés	79 %	80 %
Entrepreneurs individuels	-	-
Particuliers	21 %	20 %

Répartition des créances saines par type de taux

	2023	2022
Taux variable	13 %	15 %
Taux fixe	87 %	85 %

Concentration des risques (10 principaux encours sains)
en milliers d'euros

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques reçues en garanties
1	11 068	-	11 068	2 070	-	13 900
2	9 312	1	9 314	-	-	8 724
3	7 981	-	7 981	-	-	8 026
4	6 503	-	6 503	-	-	6 500
4	2 922	3 482	6 404	-	-	2 280
6	6 128	-	6 128	-	-	823
7	4 002	2 000	6 002	4 000	-	-
8	5 972	-	5 972	-	-	5 250
9	5 090	115	5 205	-	-	-
10	5 166	18	5 183	-	-	5 179
TOTAL	**64 143**	**5 617**	**69 760**	**6 070**	**-**	**50 681**

Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2023, l'encours des prêts de 312 535 milliers d'euros comportent 4 prêts, d'un montant total de 7 696 milliers d'euros ayant fait l'objet d'une restructuration (prolongation du terme ou baisse de taux).

Créances douteuses
(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2023	Provisions 31/12/2023	Montants nets 31/12/2023	Montants bruts 31/12/2022	Provisions 31/12/2022	Montants nets 31/12/2022
Créances douteuses compromises	2 492	1 861	631	3 149	1 978	1 171
Créances douteuses	9 627	549	9 078	12 080	326	11 754
Total	**12 119**	**2 410**	**9 709**	**15 229**	**2 304**	**12 925**

NOTE 4 - PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES NON COTEES

(en euros)

1. Renseignements détaillés concernant les filiales
exercice clos le 31/12/2023

	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Produits globaux d'exploitation	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
WORMSER FRERES GESTION 11 bis boulevard Haussmann 75009 PARIS	1 400 000	1 077 507	100 %	1 400 000	1 400 000	3 775 852	615 300	

2. Renseignements globaux concernant les participations

Dans des sociétés françaises	305 176	304 176	112 533
Dans des sociétés étrangères	80 036	80 036	
Total général des valeurs d'inventaire des titres de filiales et de participations	**1 785 211**	**1 784 211**	**112 533**

3. Mouvements du Portefeuille de participation

	01/01/2023	Entrées	Sorties	31/12/2023	01/01/2022	Entrées	Sorties	31/12/2022
Valeurs brutes								
Titres de participation	**384 211**	1 000		**385 211**	**384 211**			**384 211**
Parts dans les entreprises liées*	**1 400 000**			**1 400 000**	**250 000**	1 150 000		**1 400 000**

***** En novembre 2022 la banque d'Escompte a procédé à une augmentation de capital de la Société Wormser Frères Gestion Quatre mille six cent actions nouvelles au nominal de deux cent cinquante euros (soit 1 150 000 euros) ont été émises.

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes 01/01/2023	Acquisitions	Cessions/ Comptes à comptes	Valeurs brutes 31/12/2023	Amortis./ Provisions pour dépréciation 01/01/2023	Dotations	Reprises	Amortis/ Provisions pour dépréciation 31/12/2023	Valeurs comptables nettes	
									31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles										
Fonds de commerce	196			196	-	83		83*	113	196
Frais d'établissement	361			361	361			361	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	43	22	43	22	-			-	22	43
Autres immobilisations	2 664	72		2 736	1 724	335		2 059	677	940
Total	**3 264**	**94**	**43**	**3 315**	**2 085**	**418**	**0**	**2 503**	**812**	**1 179**
Immobilisations corporelles										
Equipements, mobiliers, installations	2 317	1 055**	137	3 235	1 942	154	90	2 006	1 229	375
Total	**2 317**	**1 055**	**137**	**3 235**	**1 942**	**154**	**90**	**2 006**	**1 229**	**375**

* Dépréciation du mali de fusion de 83 keuros lié au fonds commercial FSA Intermédiation, pour lequel la perte de valeur est avérée.
** Acquisitions d'immobilisations en lien avec le déménagement

NOTE 6 - AUTRES ACTIFS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Primes sur instruments conditionnels vendus	**0**	**0**
Comptes de règlement sur titres*	**8 698**	**3 568**
Débiteurs divers	**5 664**	**6 108**
Dépôts de garantie	1 426	975
Divers	854	1 025
Débiteur douteux	45	45
Provision douteux	(45)	(45)
Biens immobiliers**	3 384	4 109
Total	**14 362**	**9 676**

* L'augmentation est liée au dénouement d'un titre T-Bills d'un montant de 5 m$ pour compte propre
** Le stock de biens immobiliers a baissé en 2023 avec la vente de programmes commercialisés par Histoire et Patrimoine

NOTE 7 - COMPTES DE REGULARISATIONS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Valeurs à rejeter	29	94
Produits à recevoir*	2 279	488
Charges constatées d'avance	549	526
Divers	1 157	421
Total	**4 014**	**1 529**

* L'augmentation des produits à recevoir en 2023 provient des commissions de surperformance sur l'activité de gestion sous mandat. En 2022, la banque n'avait pas constaté de commission de surperformance.

NOTE 8 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir (en milliers d'euros)

	2023					2022
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue	**7 180**				**7 180**	**8 711**
Dépôts et comptes ordinaires	7 180				7 180	8 711
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme	**22 620**		**300**		**22 920**	**300**
Emprunt et compte à terme*	22 620		300		22 920	300
Dettes rattachées	**11**		**5**		**16**	**0**
à vue	11		**5**		16	0
Total	**29 811**		**305**		**30 116**	**9 011**

* La Banque a contracté un emprunt à terme pour un montant de 25 millions de dollars US au 31/12/2023. Elle prévoit de le rembourser en totalité en 2024.

NOTE 9 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

	2023					2022
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Comptes créditeurs de la clientèle	**421 698**	**73 018**	**11 434**	**100**	**506 250**	**488 314**
Comptes d'épargne à régime spécial	**2 386**				**2 386**	**5 905**
Comptes sur livret	324				324	325
Plan d'épargne actions	2 062				2 062	5 580
Autres dettes	**419 312**	**73 018**	**11 434**	**100**	**503 864**	**482 409**
A vue	***405 324***				***405 324***	***462 250***
Dépôts et comptes ordinaires*	405 324				405 324	462 250
A terme	***13 988***	***73 018***	***11 434***	***100***	***98 540***	***20 159***
Comptes à terme**	12 970	73 018	11 434	100	97 522	20 097
Dettes rattachées	1 018				1 018	62
Dettes représentées par un titre					-	-
Titres négociables à court terme						
Dettes rattachées						

** Dont dettes concernant les entreprises liées : 1 809 milliers d'euros en 2023 et 250 milliers d'euros en 2022*

** Le contexte de hausse des taux a eu pour conséquence de modifier la répartition entre dépôts à vue et dépôts à terme dans les livres de la banque.

NOTE 10 - AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Primes sur instruments conditionnels vendus	**1**	**2**
Comptes de règlement sur titres	**130**	**0**
Créditeurs divers	**4 815**	**5 302**
Dépôt de garantie versé*	1 050	1 940
Etat - Impôt société à payer	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 095	673
Rente viagère à payer	728	848
Divers **	1 942	1841
Total	**4 946**	**5 304**

** Dépôt de garantie versé pour le swap par la contrepartie*

*** Dont fiducies sûretés en 2023 : 1 488 milliers d'euros (1 399 milliers d'euros en 2022)*

NOTE 11 - COMPTES DE REGULARISATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Charges à payer	2 950	2 289
Produits constatés d'avance	84	115
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	67	69
Divers	2 635	1 345
Total	**5 736**	**3 818**

NOTE 12 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Le capital est composé de 160 000 actions de 100 euros de valeur nominale conférant toutes les mêmes droits.

	31/12/2022 Avant répartition	*Affectation 2022*	*31/12/2022 Après répartition*	*31/12/2023 Avant répartition*	*Affectation 2023*	*31/12/2023 Après répartition*
Capital souscrit	16 000		16 000	16 000		16 000
Réserve légale	1 600		1 600	1 600		1 600
Réserve facultative	12 600		12 600	12 600		12 600
Report à nouveau	13 753	1 994	15 747	15 747	984	16 731
Résultat de l'exercice	2 294	(2 294)	-	1 432	(1 432)	0
Total	**46 247**	**(300)**	**45 947**	**47 379**	**(448)**	**46 931**

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

NOTE 13 - ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Engagements donnés		
Engagements de financement	**25 598**	**26 224**
en faveur de la clientèle	*25 598*	*26 224*
Engagements de garantie	**5 657**	**6 398**
en faveur de la clientèle	*5 657*	*6 398*
Engagements sur titres	**7 785**	**2 905**
*Titres à recevoir pour compte propre***	*7 785*	*2 905*
Engagements reçus		
Engagements de financement	**55 395**	**48 736**
*reçus d'établissements de crédit****	*55 395*	*48 736*
Engagements de garantie	**3 726**	**4 306**
*reçus d'établissements de crédit**	*3 726*	*4 306*

** dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la " crise COVID-19 " de 3 322 milliers d'euros au 31 décembre 2023. 3 772 milliers d'euros au 31 décembre 2022*

*** engagement de la Banque d'achat de titres de placement*

**** engagement de financement reçu de la Banque de France*

Dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème, la Banque de France demande des garanties à ses contreparties en échange des liquidités qu'elle leur fournit : c'est ce qu'on appelle le « collatéral » de politique monétaire. Ce mécanisme s'apparente à une sûreté classique, comme pour un crédit immobilier assorti d'une hypothèque, qui permet au créancier de se rembourser en cas de défaillance de son débiteur. Ainsi, pour protéger son bilan, la Banque de France exige que ses contreparties remettent en garantie des actifs pour une valeur au moins équivalente à leur encours de refinancement. Ces actifs doivent se conformer à un cadre règlementaire défini au niveau de l'Eurosystème.

NOTE 14 - ENGAGEMENTS RECUS DE LA CLIENTELE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2023, à 261 238 milliers d'euros contre 260 349 milliers d'euros au 31 décembre 2022

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2023, à 644 385 milliers d'euros contre 557 991 milliers d'euros au 31 décembre 2022

NOTE 15 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes. d'intérêt.

	2023				2022			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX								
Couverture globale			17 675	17 675			17 800	17 800
Opérations d'échange de taux d'intérêt*			17 675	17 675			17 800	17 800
Couverture affectée			35 546	8 445			37 485	9 207
Contrats conditionnels			35 546	8 445			37 485	9 207
INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS								
Couverture affectée	-				-			
Contrats conditionnels	-				-			

* Par convention, les swaps " achetés " sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps " vendus " sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2023					2022
	inf. à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché de gré à gré						
Nominal	*663*	*7 772*	*18 134*	*26 652*	**53 221**	**55 285**
Valeur de marché		*1*	*861*	*197*	**1 059**	***1 568***
Vente sur marché de gré à gré						
Nominal			*177*	*8 268*	**8 445**	**9 207**
Valeur de marché			*1*	*378*	**379**	***688***

INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2023		2022
	inf. à 3 mois	Total	Total
Achat sur marché organisé			
Nominal			
Valeur de marché			

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits des opérations		
*** avec les établissements de crédit***	**3 603**	**1 404**
Produits sur prêts	3 603	1 404
*** avec la clientèle****	**10 490**	**7 983**
Produits sur créances clientèle	10 489	7 982
Produits sur autres opérations	1	1
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe***	**2 835**	**402**
Revenus sur titres de placement	2 423	213
Revenus sur titres d'investissement	412	189
TOTAL	**16 928**	**9 789**

* Produits tirés des dépôts auprès de la Banque de France et d'autres établissements bancaires.
** Produits tirés des opérations de prêts aux clients.
*** Produits tirés des placements pour compte propre, principalement en titres d'état

NOTE 17 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Charges des opérations		
*** avec les établissements de crédit**	**1 407**	**630**
Charges sur dépôts et emprunt*	1 407	466
Charges sur instrument à terme		164
*** avec la clientèle**	**4 505**	**115**
Charges sur titres négociables émis		
Charges sur comptes à terme	1 494	102
Charges sur autres opérations**	3 011	13
TOTAL	**5 912**	**744**

** Charges sur emprunt à terme auprès d'établissements bancaires*
*** En 2023, nouvelle convention avec Saga pour la rémunération des dépôts*

NOTE 18 - REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
sur parts dans les entreprises liées*	113	0
Total	**113**	0

* En 2023 versement d'un dividende provenant de la société Saga

NOTE 19 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits de courtages et commissions	**12 168**	**12 149**
Opérations sur titres*	4 207	2 702
Autres opérations	7 961	9 447
Charges de courtages et commissions	**4 530**	**2 861**
Opérations sur titres	382	824
Autres opérations	4 148	2 036
Résultat net sur commissions	**7 638**	**9 288**

* Intègre les commissions de surperformance pour 1,25 millions d'euros

NOTE 20 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Titres de transaction	57	(116)
Opérations de change	32	143
Opérations sur instruments financiers		(5)
TOTAL	**89**	**22**

NOTE 21 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Plus value sur titres de placement	165	276
(Dotations)/Reprises de provision	(274)	134
TOTAL	**(109)**	**410**

NOTE 22 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Opérations immobilières	-	-
Charges refacturées	-	-
Prestations	221	172
Produits divers	273	475
Autres produits d'exploitation bancaire	**494**	**647**
Opérations immobilières	0	0
Charges diverses	130	8
Autres charges d'exploitation bancaire	**130**	**8**

NOTE 23 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Frais de personnel (note 24)	9 447	7 886
Autres frais administratifs *	6 723	7 682
Total	**16 170**	**15 567**

** Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2023 au Conseil d'administration a été de 52 650 euros. En 2022 il s'élevait à 42 900 euros.*

NOTE 24 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Salaires	5 872	4 805
Intéressement	54	303
Participation	-	39
Charges sociales	2 733	2 189
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	788	551
Total	**9 447**	**7 886**

effectif moyen	**2023**	**2022**
Effectif moyen	**74**	**63**
Dont cadres	49	37

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable. La politique de la Banque d'Escompte est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel, mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice au cours duquel le paiement effectif de la dette intervient.
Au 31 décembre 2023, cette charge a été évaluée à 209 milliers d'euros avant impôt, elle avait été évaluée en 2022 à 164 milliers d'euros.

NOTE 25 - COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2022	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2023
Provision pour dépréciation					
Créances sur Clientèle *(note 3)*	2 303	1 022*	(242)	(673)	2 410
Débiteurs divers *(note 6)*	45	0	0		45
Emplois divers *(note 6)*	-				-
Total des provisions pour dépréciation	**2 348**	**1 022**	**(242)**	**(673)**	**2 455**
Provisions pour risques et charges					
Provision risque prud'homal	192			(10)	182
Provision risque litige clientèle	225	0	0		225
Provision pour charges	-	233			233
Total des provisions pour risques et charges	**417**	**233**	**0**	**(10)**	**640**

** la dotation aux provisions de 1 022 Keur a été classé pour :*
- 31 keur à la provision des intérêts sur les créances douteuses, et sont donc une charge du produit net bancaire ;
- les 991 keur restant en dotation aux provisions font partie intégrantes du coût du risque.

Le coût du risque pour l'exercice 2023 contribue aux résultats pour -344 keur provenant de :

Reprise de provisions pour dépréciation utilisée	*242*
Reprise de provisions pour dépréciation non utilisée	*673*
Reprise aux provisions pour débiteurs divers	-
Reprise de provisions pour risques et charges utilisée	-
Reprise de provisions pour risques et charges non utilisée	*10*
Récupération sur créances amorties	*0*
sous total	925
Dotation aux provisions pour dépréciation Clientèle	*(1 022)*
Dotation aux provisions pour débiteurs divers	-
Dotation aux provisions pour risques et charges	
Créances irrecouvrables couvertes par provision	*(215)*
Créances irrecouvrables non couvertes par provision	*(32)*
sous total	(1 269)
Contribution nette aux résultats	**(344)**

NOTE 26 - RESULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits exceptionnels	100	0
Charges exceptionnelles**	(319)	(43)
Total	**(219)**	**(43)**

NOTE 27 - IMPOT SUR LES SOCIETES

(en milliers d'euros)

1. La Banque d'Escompte détenant une filiale à plus de 95 % a opté pour le régime de l'intégration fiscale de ses résultats taxables.
La convention d'intégration prévoit que les charges d'impôts sont supportées par la société intégrée comme cela aurait été le cas en l'absence de'intégration.
Les économies d'impôt éventuellement réalisées par le groupe sont constatées dans les livres de la société mère.

	2023	2022
2. Charge de l'impôt sur les sociétés		
Impôts avant retraitement fiscal au taux normal	467	777
Effet d'impôt des différences permanentes :	22	28
Régime des sociétés mères et des filiales	-	-
Divers	*22*	*28*
Effets d'impôt des différences temporaires		
Impôts dus au taux de 26.5 %		
Impôts dus au taux de 25 %	**489**	**805**
Charges/(Produits) d'intégration fiscale		
Imputation des crédits d'impôt	**(53)**	**(35)**
Contribution sociale 3,30 %	**-**	**7**
Charge/ (Produit) d'impôt sur les sociétés	**436**	**777**

3. Ventilation de l'impôt sur les sociétés	2023	2022
Impôts sur résultats courants	490	788
Impôts sur résultats exceptionnels	(54)	(11)
Total	**436**	**777**

4. Impôt différé sur les sociétés

Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 il n'existait ni créance ni dette d'impôt différé.

RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	31-déc-2019	31-déc-2020	31-déc-2021	31-déc-2022	31-déc-2023
1. SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social (en euros)	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000
b) Nombre d'actions émises	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
2. RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS (en euros)					
a) Chiffre d'affaires	16 433 720	16 110 471	20 041 135	23 010 072	29 207 214
b) Résultats avant impôt, amortissements, provisions	2 371 542	2 394 840	3 206 760	3 719 680	3 097 961
c) Impôts sur les bénéfices	365 208	348 628	728 197	776 985	436 000
d) Résultats après impôt, amortissements, provisions	1 377 800	1 566 143	2 579 938	2 294 045	1 432 146
3. RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION (en euros)					
a) Résultats après impôt, mais avant amortissements et provisions	12,82	12,79	15,49	18,39	16,64
b) Résultats après impôt, amortissements, provisions	8,61	9,79	16,12	14,34	8,95
c) Dividende distribué à chaque action au cours de l'exercice	3,75	-	2,50	3,75	1,875
4. PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	66	68	67	63	74
b) Montant de la masse salariale (en euros)	4 322 475	4 331 579	4 795 823	5 146 052	5 926 075
c) Montant des sommes versées au titres des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.) (en euros)	1 873 366	1 865 745	2 054 009	2 188 991	2 733 551

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque d'Escompte - Banque Wormser Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion ainsi exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances sur base individuelle

Risque identifié	*Notre réponse*
La Banque d'Escompte – Wormser Frères est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques, résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts. La Banque constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de pertes. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés, les créances douteuses présentant un risque de non-recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif de façon à couvrir les pertes prévisionnelles. Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés, compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination de l'exposition individuelle de la Banque.	Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par la Banque pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des engagements et le service juridique. Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations. Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non-recouvrement.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet Mazars a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 9 avril 2008.

A la date de clôture, le cabinet Mazars était dans la seizième année de sa mission sans interruption.

Le cabinet Cailliau Dedouit et Associés a été nommé commissaire aux comptes de la société Banque d'Escompte par l'Assemblée Générale du 8 juin 2023.

A la date de clôture, le cabinet Cailliau Dedouit et Associés était dans la première année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Courbevoie le 7 mai 2024

Les Commissaires aux comptes

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES	**MAZARS**
Sandrine LE MAO	Bertrand DESPORTES

BILAN

avant répartition

ACTIF	31.12.2023	31.12.2022
Opérations interbancaires et assimilées (note 2)	139 421 772	132 440 348
Opérations avec la clientèle (note 3)	332 756 277	312 256 499
Obligations,actions et autres titres à revenu fixe et variable (note 1)	100 838 574	95 471 297
Participations,activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	385 211	384 211
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 4)	3 474 586	2 973 501
Autres comptes de régularisation et actifs divers (note 5)	19 176 956	11 556 006
Total	**596 053 377**	**555 081 863**

PASSIF	31.12.2023	31.12.2022
Opérations interbancaires et assimilées (note 6)	30 119 475	9 011 037
Opérations avec la clientèle (note 7)	504 440 735	488 064 324
Dettes représentées par un titre (note 7)	-	-
Autres comptes de régularisation et passifs divers (note 8)	11 701 823	10 221 019
Provisions pour risques et charges (note 21)	938 878	593 696
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres (hors FRBG) (note 9)	48 852 467	47 191 788
Part du groupe		
- Capital souscrit	*16 000 000*	*16 000 000*
- Réserves consolidées et autres	*30 891 788*	*28 132 508*
- Résultat de l'exercice	*1 960 678*	*3 059 281*
Total	**596 053 377**	**555 081 863**

HORS-BILAN

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements donnés de l'activité bancaire (note 10)	**39 040 284**	**35 527 820**
Engagements de financement	25 598 196	26 224 050
Engagements de garantie	5 657 369	6 398 485
Engagements sur titres	7 784 720	2 905 285
Engagements reçus de l'activité assurance	**-**	**-**
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements reçus de l'activité bancaire (note 10)	**59 121 456**	**53 041 737**
Engagements de financement	55 395 419	48 735 922
Engagements de garantie	3 726 037	4 305 815
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus de l'activité assurance	-	-

COMPTE DE RESULTAT

en euros

	31.12.2023	31.12.2022
Intérêts et produits assimilés (note 13)	16 927 750	9 789 150
Intérêts et charges assimilées (note 14)	5 912 094	744 229
Revenus des titres à revenu variable	112 533	364
Commissions (produits) (note 15)	15 169 860	13 683 959
Commissions (charges) (note 15)	4 099 876	2 262 422
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 16)	89 059	21 982
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 17)	(109 220)	409 947
Autres produits (charges) d'exploitation (note 18)	654 299	647 834
Autres charges d'exploitation bancaire (note 18)	130 186	52 844
PRODUIT NET BANCAIRE	**22 702 123**	**21 493 740**
Charges générales d'exploitation (note 19)	19 066 691	16 674 043
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	536 286	396 658
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**3 099 145**	**4 423 039**
Coût du risque (note 21)	(344 347)	(334 852)
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 754 798**	**4 088 187**
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	18 722	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**2 773 521**	**4 088 187**
Résultats exceptionnels (note 22)	(206 287)	(42 919)
Impôts sur les bénéfices (note 23)	(606 555)	(985 987)
Intérêts minoritaires	-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	**1 960 678**	**3 059 281**

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2023

MODALITES DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés contrôlées directement et indirectement par la Banque Wormser Frères. Ces sociétés et le pourcentage de contrôle et d'intérêt les concernant se présentent ainsi :

	2023		2022	
	Contrôle	**Intérêt**	**Contrôle**	**Intérêt**
Wormser Frères Gestion	100 %	100 %	100 %	100 %

Méthode de consolidation

Les comptes consolidés de l'exercice 2023 ont été établis à partir des comptes sociaux des sociétés correspondant à un exercice de douze mois, débutant le 1er janvier 2023 et prenant fin le 31 décembre 2023.

Les sociétés détenues à plus de 50 % sont consolidées par intégration globale, celles détenues à plus de 25 % et à moins de 50 % sont consolidées par mise en équivalence, sauf pour celles dont l'impact n'est pas significatif.

Les soldes et opérations réciproques figurant au bilan ou en compte de résultats ont été éliminés pour les sociétés consolidées par intégration globale.

Différence de première consolidation

Des différences existent entre les prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la valeur de la part du groupe dans leur actif net à la date des prises de participations. Ces différences positives ont été affectées au poste " différence de première consolidation " à l'actif du bilan.

Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux des sociétés consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable retraité. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Intérêts des minoritaires

Il s'agit de la part des minoritaires dans la situation nette comptable et dans les résultats des filiales consolidées par intégration globale.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes consolidés annuels ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire et aux dispositions du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables.

PORTEFEUILLE-TITRES

Conformément au Livre II titre 3 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement et les titres de participation et filiales.

Le portefeuille est mouvementé à la date de règlement des titres. Durant la période allant de la date de négociation à celle du règlement, les opérations sur titres sont enregistrées au hors-bilan sous la rubrique " Engagements sur titres ".

Les titres de transaction sont acquis avec une intention de revente dans un délai à court terme. Ils sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Ces titres sont négociables sur un marché actif et évalués tant à l'actif qu'au passif au cours de clôture de l'exercice, le solde des écarts d'évaluation est porté en charges ou en produits au compte de résultats. Ils sont inscrits au bilan lors du règlement, ils sortent du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable.

Les titres de placement sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats sous la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle. Ils sont évalués sur la base du cours le plus récent. Ils font l'objet d'une provision pour dépréciation si le prix du marché est inférieur à leur valeur comptable.
Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

Ils font l'objet d'une certitude de refinancement jusqu'à leur échéance et ne doivent pas être soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention d'être détenus jusqu'à leur échéance. La capacité de conserver les titres jusqu'à leur échéance se justifie soit par l'existence de ressources ou d'accords de refinancement dont la durée restant à courir est au moins égale à celle des titres détenus, soit par adossement des titres aux fonds propres ou aux dépôts reçus, conformément aux hypothèses retenues dans le cadre de la gestion actif/passif.
Ces valeurs ne font pas l'objet d'un provisionnement du risque de marché découlant des variations du niveau des taux d'intérêt. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultats dans la rubrique " Revenus des titres à revenu fixe " et au bilan, la valeur comptable des titres étant ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement selon la méthode actuarielle ou linéaire en fonction de la nature des titres concernés. Une provision est en outre constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Les titres de participation sont acquis en vue d'une détention durable. Ils sont évalués au plus bas du prix de revient ou de la valeur d'usage déterminée. Pour les titres non cotés, lorsque la valeur d'usage individuelle des participations devient inférieure à la valeur brute en compte, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. Lorsque cela est possible, la valeur d'inventaire est estimée à partir de la valeur de sociétés ayant une activité comparable dont les actions sont cotées à la bourse de Paris. Lorsque cela est nécessaire, un abattement peut être pratiqué pour tenir compte des conditions particulières des titres détenus.

TITRES DONNES OU RECUS EN PENSION

Les recommandations pour l'enregistrement et l'évaluation des opérations de pension précisant les usages de la Place sont appliquées pour l'ensemble des pensions de toutes natures consenties ou obtenues à savoir :

Le cédant maintient à l'actif de son bilan les titres mis en pension et enregistre au passif de son bilan le montant encaissé représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Il identifie à cette rubrique les titres donnés en pension.

Le cessionnaire enregistre à l'actif de son bilan le montant décaissé représentatif de sa créance sur le cédant. Les titres reçus en pension n'entrent pas dans les portefeuilles comptables du cessionnaire.

Lors de l'arrêté comptable, le cédant continue d'évaluer les titres mis en pension selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent.

Le cessionnaire ne comptabilise aucune variation de valeur des titres reçus en pension.

La charge relative à la dette du cédant et le produit relatif à la créance du cessionnaire sont enregistrés comme des intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Instruments de taux d'intérêt à terme

Les contrats fermes ou conditionnels de taux d'intérêt à terme, traités sur des marchés organisés et assimilés ou de gré à gré, sont évalués au prix du marché et les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.
Dans le cas d'opérations de couverture affectée, liées à la gestion des positions de taux des actifs et des passifs, les résultats des contrats de taux d'intérêt à terme sont pris en compte de manière symétrique à la comptabilisation des produits ou charges de l'élément couvert, sur la durée de vie résiduelle de cet élément.

Echange de taux d'intérêt

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes selon qu'ils ont pour objet :
a) de maintenir des positions ouvertes isolées ;
b) de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes ;
c) de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement ;
d) de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les contrats non dénoués sont enregistrés au hors bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêt sont traités différemment selon les catégories décrites ci-dessus.
a) les charges et les produits sont inscrits au compte de résultats prorata temporis. Les pertes latentes éventuelles résultant de la mise à la valeur du marché des contrats font l'objet d'une provision.
b) les charges et les produits relatifs à ces contrats sont inscrits au compte de résultats de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble des éléments couverts.
c) les charges et les produits sont inscrits prorata temporis au compte de résultats.
d) ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Les écarts d'évaluation sont portés en compte de résultats.

Instruments de change à terme

Les opérations de change à terme dites " sèches " ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les écarts d'évaluation sont constatés dans le résultat de l'exercice.

Dans le cas d'opérations de couverture ayant pour but de compenser ou de réduire le risque de variation de change d'un ensemble homogène d'éléments de bilan et hors bilan, ces opérations sont évaluées au cours de marché utilisé pour l'évaluation des éléments couverts. Les écarts sont portés au compte de résultat de manière symétrique aux gains ou pertes de change sur les éléments couverts.

OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan pour leur montant nominal. A la clôture de l'exercice, les intérêts courus non encore échus sont calculés prorata temporis et comptabilisés en créances rattachées.

Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés au hors bilan au poste « Engagement de financement ».

En application du Livre II titre 2 du règlement n° 2014-07 du Comité de l'Autorité des Normes Comptables, les créances sont réparties en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que la Banque ne percevra pas, tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement). Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises ». Il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non perçus ne sont pas enregistrés.

Les créances douteuses comportant un risque de non recouvrement partiel ou total font l'objet d'une provision pour dépréciation, en déduction de l'actif, de façon à couvrir les pertes prévisionnelles.

Ce provisionnement est déterminé sur la base d'examens réguliers, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées, pour risque de non recouvrement, sont enregistrées en « Coût du risque » du compte de résultats, à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultats.

CONVERSION DES OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours effectif de cession ou d'achat de ces monnaies ou, en ce qui concerne les produits et charges non encore réglés à la clôture de l'exercice, au taux de change en vigueur à cette date.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent au coût historique diminué des amortissements, calculés sur la durée de vie des actifs concernés. Les durées de vie et modes d'amortissement sont les suivants :

Agencement et mobilier :	Linéaire	10 ans
Matériels informatiques :	Linéaire	5 ans
Logiciels :	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau :	Linéaire	4 à 5 ans
Frais d'établissement :	Linéaire	3 ans

DIFFERENCE DE PREMIERE CONSOLIDATION

Les différences de première consolidation font l'objet de dépréciation par voie d'amortissement sur une durée de vingt ans maximun.

COMPTES DE RESULTATS

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :
- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue : enregistrement au fur et à mesure de la prestation.

Les dividendes des titres sont comptabilisés au moment de leur paiement. Les revenus sur obligations sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période sur laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

EVENEMENTS DE L'EXERCICE

En 2023, l'exercice est marqué par le développement des activités de crédit, de placement coté et non coté. Cette croissance a induit une augmentation des recrutements et des outils IT. Autre fait marquant, la décision de déménager le siège social historique réalisé au premier trimestre 2024.

D'autre part, durant l'année 2023 le groupe Banque Wormser Frères a intégré les sociétés Finance SA et FSA Intermédiation acquises en 2022. En 2023, la Banque Wormser Frères a déprécié le mali de fusion inhérent à FSA Intermédiation suite à la perte de valeur du fonds commercial de l'activité d'épargne entreprise et réduit le prix d'acquisition en conséquence.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'établissement des comptes annuels, la banque constate la dégradation de l'activité de la société October, la fermeture de ses implantations à l'international et la cession de son moteur technologique à Sopra Banking. La banque détient une participation pour un montant de 199 325 euros et reste attentive à l'évolution de son activité.

MONTANT GLOBAL EN CONTREVALEUR EN EUROS DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVISES

En milliers d'euros	**2023**	**2022**
Total du bilan	596 053	555 082
Actif en devises	32 446	12 976
Passif en devises	31 892	12 305

INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS INCLUSES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SELON L'ARTICLE L. 511-45 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

Implantation par pays	Métier
France	
Banque Wormser Frères	*Banque privée*
Wormser Frères Gestion	*Société de gestion*

Informations par pays (en milliers d'euros) :

France	**2023**	**2022**
Chiffre d'affaires	34 193	24 143
Produit Net bancaire	22 702	21 494
Effectifs en équivalent temps plein	86,1	74.5
Bénéfice avant impôt	2 567	4 045
Impôts sur les bénéfices courants	-607	-986
Impôts sur les bénéfices différés	Néant	Néant
Subventions publiques reçues	Néant	Néant

INFORMATIONS SUR L'ACTIF DU BILAN

NOTE 1 - Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable

(en milliers d'euros)

	Exercice 2023				Exercice 2022			
	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Effets publics	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de transaction	**575**	**-**	-	**575**	**552**	**-**	-	**552**
OAT et BTF	*575*			*575-*	*552*			*552*
Actions cotées				-				**-**
Opc				-				-
Portefeuille de placement	**38 323**	**969**	**20 686**	**59 978**	**23 735**	**1 679**	**19 072**	**44 486**
Valeurs brutes	***38 323***	***1 335***	***21 019***	***60 677***	***23 688***	***1 982***	***19 170***	***44 840***
OAT et BTF	*15 824*			*15 824*	*16 199*			*16 199*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	*22 499*			*22 499*	*7 489*			*7 489*
Obligations		*1 335*		*1 335*		*1 982*		*1 982*
Opc			*18 803*	*18 803*			*16 720*	*16 720*
Actions non cotées et parts sociales			*2 216*	*2 216*			*2 373*	*2 373*
Actions cotées			*0*	*0*			*77*	*77*
Créances rattachées		***16***		***16***	***75***	***11***		***86***
Provision	**-**	***(382)***	***(333)***	***(715)***	***(28)***	***(314)***	***(98)***	***(440)***
OAT et BTF				*0*	*(24)*			*(24)*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE				*0*	*(3)*			*(3)*
Obligations		*(382)*		*(382)*		*(314)*		*(314)*
Opc			*(333)*	*(333)*			*(98)*	*(98)*
Portefeuille d'investissement	**40 285**	**-**	**-**	**40 285**	**50 433**	**-**	**-**	**50 433**
OAT et BTF	*40 132*			*40 132*	*39 890*			*39 890*
Valeurs du Trésor autres pays OCDE				*0*	*10 401*			*10 401*
Créances rattachées	***153***			***153***	***142***			***142***
Total	**79 183**	**969**	**20 686**	**100 838**	**74 721**	**1 679**	**19 072**	**95 471**

	2023						2022
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Portefeuille de transaction		**575**				**575**	**552**
OAT et BTF		*575*				*575*	*552*
Portefeuille de placement	**22 499**	**15 824**	**100**		**1 235**	**39 658**	**25 619**
OAT et BTF		15 824				15 824	**16 199**
Valeur d'acquisition		16 000				16 000	**16 000**
Décote / Prime		*(176)*				*(176)*	**199**
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	22 499					22 499	7 438
Valeur d'acquisition	*22 620*					22 620	*7 489*
Décote / Prime	*(121)*					*(121)*	*(51)*
Obligations			100		1 235	1 335	1 982
Valeur d'acquisition			*100*		*5 964*	6 064	*6 064*
Décote / Prime					*(4 729)*	*(4 729)*	*(4 082)*

La banque investit principalement en titres d'état français (OAT et BTF) et US.
Ces titres sont utilisés dans le cadre de la stratégie de liquidité car considérés comme de haute qualité pour les ratios réglementaires (LCR, NSFR, ratio de solvabilité). La banque investit également auprès de ses clients dans les produits créés par la société de gestion (Titres de placement cotés et non cotés).

Portefeuille de Placement
(en milliers d'euros)

Composition du portefeuille de Placement

	Exercice 2023				Exercice 2022			
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Moins-value provisionnée	Plus value latente
Obligations assimilables du Trésor français	15 824	15 827		3	16 199	16 175	24	
Valeurs du Trésor autres pays OCDE	22 499	22 501		2	7 438	7 437	3	2
Obligations	1 335	953	382		1 982	1 684	314	16
OPC	18 803	19 048	333	578	16 720	17 254	98	632
Actions	2 216	2 216			2 450	2 469		19
Total	**60 677**	**60 545**	**715**	**583**	**44 789**	**45 019**	**440**	**669**

Mouvements du portefeuille de Placement

	01/01/23	Entrées	Sorties	31/12/23	01/01/22	Entrées	Sorties	31/12/22
Portefeuille de Placement	**44 789**	136 247	120 359	60 677	**24 937**	41 624	21 721	**44 840**

NOTE 2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2023						2022
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	sup à 5 ans	Total	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	**125 203**					**125 203**	**102 736**
Créances sur établissement de crédit	**14 219**					**14 219**	**29 704**
Comptes ordinaires à vue	14 219					14 219	14 659
Prêts et comptes à terme*							15 045
Total	**139 422**					**139 422**	**132 440**

** Arrêt des prêts à terme auprès de la Banque Cantonale de Genève France en 2023*

NOTE 3 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2023						2022
	inf. à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois	sup à 1 an	sup à 5 ans	Total	Total
Autres concours	**10 313**	**12 710**	**18 404**	**140 854**	**134 747**	**317 028**	**292 789**
Crédits à la clientèle à court terme	8 292	10 540	13 600	1 097		33 529	14 136
Crédits à la clientèle à long terme	2 021	2 170	4 804	139 757	134 747	283 499	278 653
Comptes ordinaires débiteurs	**5 309**					**5 309**	**5 828**
Créances douteuses	**3 662**	**223**	**725**	**2 228**	**2 871**	**9 709**	**12 925**
Créances rattachées	**568**	**54**	**25**	**43**	**20**	**710**	**714**
Autres concours	528	54	25	43	20	670	663
Comptes ordinaires débiteurs	40					40	51
Total	**19 852**	**12 987**	**19 154**	**143 125**	**137 638**	**332 756**	**312 256**

Malgré un contexte de hausse des taux, les encours de crédits octroyés continuent d'augmenter.
Dans le même temps, les créances douteuses baissent grâce à une politique d'octroi et de suivi toujours plus efficace.
La banque continue ainsi d'accompagner ses clients dans leurs projets personnels et professionnels, tout en réduisant ses risques.

Répartition des créances saines par type de clientèle

	2023	2022
Sociétés	79 %	80 %
Entrepreneurs individuels	-	-
Particuliers	21 %	20 %

Répartition des créances saines par type de taux

	2023	2022
Taux variable	13 %	12 %
Taux fixe	87 %	88 %

Concentration des risques (10 principaux encours sains)
en milliers d'euros

	Crédits et découverts utilisés	Crédits et découverts non utilisés	Risques bruts	Nantissement Espèces	Garantie PGE	Hypothèques reçues en garanties
1	11 068	0	11 068	2 070	-	13 900
2	9 312	1	9 314	-	-	8 724
3	7 981	0	7 981	-	-	8 026
4	6 503	0	6 503	-	-	6 500
4	2 922	3 482	6 404	-	-	2 280
6	6 128	0	6 128	-	-	823
7	4 002	2 000	6 002	4 000	-	-
8	5 972	0	5 972	-	-	5 250
9	5 090	115	5 205	-	-	-
10	5 166	18	5 183	-	-	5 179
TOTAL	**64 143**	**5 617**	**69 760**	**6 070**	**0**	**50 681**

Restructuration des créances saines

Au 31 décembre 2023, l'encours des prêts de 312 535 milliers d'euros comportent 4 prêts, d'un montant total de 7 696 milliers d'euros ayant fait l'objet d'une restructuration (prolongation du terme ou baisse de taux).

Créances douteuses
(en milliers d'euros)

	Montants bruts 31/12/2023	Provisions 31/12/2023	Montants nets 31/12/2023	Montants bruts 31/12/2022	Provisions 31/12/2022	Montants nets 31/12/2022
Créances douteuses compromises	2 492	1 861	631	3 149	1 978	1 171
Créances douteuses	9 627	549	9 078	12 080	326	11 754
Total	**12 119**	**2 410**	**9 709**	**15 229**	**2 304**	**12 925**

NOTE 4 - IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes 01/01/2023	Acquisitions	Cessions/ Comptes à comptes	Valeurs brutes 31/12/2023	Amortissements/ Provisions pour dépréciation 01/01/2023	Dotations	Reprises	Amortissements/Provisions pour dépréciation 31/12/2023	Valeurs comptables nettes 31/12/2023	Valeurs comptables nettes 31/12/2022
Immobilisations incorporelles										
Fonds de commerce*	1 562			1 562	-	83		83	1 479	1 562
Frais d'établissement	361			361	361			361	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	43	57	43	57	-			-	57	43
Autres immobilisations	2 722	72		2 794	1 754	336		2 090	704	968
Total	**4 689**	**129**	**43**	**4 775**	**2 115**	**419**	**0**	**2 534**	**2 241**	**2 574**
Immobilisations corporelles										
Equipements, mobiliers,installations	2 404	1 055	165	3 294	2 004	161	105	2 060	1 234	400
Total	**2 404**	**1 055**	**165**	**3 294**	**2 004**	**161**	**105**	**2 060**	**1 234**	**400**
Total	**7 093**	**1 184**	**208**	**8 069**	**4 119**	**580**	**105**	**4 594**	**3 475**	**2 974**

NOTE 5 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Primes sur instruments conditionnels vendus	**0**	**0**
Comptes de règlement sur titres*	**8 698**	**3 568**
Débiteurs divers	**6 436**	**5 895**
Dépôts de garantie	1 426	1 005
Etat, créance sur impôt société différé	44	188
Divers	1 582	593
Débiteur douteux	45	45
Provision douteux	(45)	(45)
Biens immobiliers**	3 384	4 109
Comptes de régularisation	**4 043**	**2 093**
Valeurs à rejeter	29	94
Produits à recevoir***	2 279	956
Charges constatées d'avance	578	620
Divers	1 157	422
Total	**19 177**	**11 556**

* L'augmentation est liée au dénouement d'un titre T-Bills d'un montant de 5 m$ pour compte propre

** Le stock de biens immobiliers a baissé en 2023 avec la vente de programmes commercialisés par Histoire et Patrimoine

*** L'augmentation des produits à recevoir en 2023 provient des commissions de surperformance sur l'activité de gestion sous mandat. En 2022, la banque n'avait pas constaté de commission de surperformance.

INFORMATIONS SUR LE PASSIF DU BILAN

NOTE 6 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2023					2022
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à vue	**7 180**				**7 180**	**8 711**
Dépôts et comptes ordinaires	7 180				7 180	8 711
Dépôts, comptes ordinaires et autres dettes à terme	**22 620**		**300**		**22 920**	**300**
Emprunt et compte à terme*	22 620		300		22 920	300
Dettes rattachées	**15**		**5**		**20**	**0**
à vue	15		**5**		0	0
Total	**29 815**		**305**		**30 120**	**9 011**

* La Banque d'Escompte a contracté un emprunt à terme pour un montant de 25 millions de dollars US au 31/12/2023, qu'elle prévoit de rembourser en totalité en 2024.

NOTE 7 - OPERATIONS SUR LA CLIENTELE

Ventilation en fonction de la durée résiduelle restant à courir
(en milliers d'euros)

	2023					2022
	inf à 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 mois à 1 an	sup à 1 an et inf à 5 ans	Total	Total
Comptes créditeurs de la clientèle	**419 889**	**73 018**	**11 434**	**100**	**504 441**	**488 064**
Comptes d'épargne à régime spécial	**2 386**				**2 386**	**5 905**
Comptes sur livret	324				324	325
Plan d'épargne actions	2 062				2 062	5 580
Autres dettes	**417 503**	**73 018**	**11 434**	**100**	**502 055**	**482 159**
A vue	***403 515***				***403 515***	***462 000***
Dépôts et comptes ordinaires**	403 515				403 515	462 000
A terme	***13 988***	***73 018***	***11 434***	***100***	***98 540***	***20 159***
Comptes à terme*	12 970	73 018	11 434	100	97 522	20 097
Dettes rattachées	1 018				1 018	62
Dettes représentées par un titre					-	-
Titres négociables à court terme						
Dettes rattachées						

* Le contexte de hausse des taux a eu pour conséquence de modifier la répartition entre dépôts à vue et dépôts à terme dans les livres de la banque.
** correction de l'annexe pour l'année 2022

NOTE 8 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATIONS ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Primes sur instruments conditionnels vendus	**1**	**2**
Comptes de règlement sur titres	**130**	**0**
Créditeurs divers	**5 094**	**5 511**
Dépôt de garantie versé*	1 050	1 940
Etat - Impôt société à payer	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 287	931
Rente viagère à payer	728	848
Divers**	2 029	1792
Comptes de régularisation	**6477**	**4708**
Charges à payer	3 691	3 179
Produits constatés d'avance	84	115
Compte ajustement sur instruments financiers à terme	67	69
Divers	2 635	1 345
Total	**11 702**	**10 221**

** Dépôt de garantie versé pour le swap par la contrepartie*

*** Dont fiducies sûretés en 2023 : 1 488 milliers d'euros (1 399 milliers d'euros en 2022)*

NOTE 9 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Réserves consolidées et autres	Report à nouveau	Résultats	Total
Capitaux propres au 31/12/2022 avant affectation	**16 000**	**14 372**	**13 760**	**3 059**	**47 191**
Affectation du résultat 2022			*2 759*	*(3 059)*	*(300)*
Capitaux propres au 31/12/2022 après affectation	**16 000**	**14 372**	**16 519**	**-**	**46 891**
Résultat 2023				1 961	1 961
Capitaux propres au 31/12/2023 avant affectation	**16 000**	**14 372**	**16 519**	**1 961**	**48 852**
Affectation du résultat 2023			*1 513*	*(1 961)*	*(448)*
Capitaux propres au 31/12/2023 après affectation	**16 000**	**14 372**	**18 032**	**-**	**48 404**

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

NOTE 10 - ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Engagements donnés		
Engagements de financement	**25 598**	**26 224**
en faveur de la clientèle	*25 598*	*26 224*
Engagements de garantie	**5 657**	**6 398**
en faveur de la clientèle	*5 657*	*6 398*
Engagements sur titres	**7 785**	**2 905**
*Titres à recevoir pour compte propre ** *	*7 785*	*2 905*
Engagements reçus		
Engagements de financement	**55 395**	**48 736**
*reçus d'établissements de crédit****	*55 395*	*48 736*
Engagements de garantie	**3 726**	**4 306**
reçus d'établissements de crédit	*3 726 **	*4 306*

** dont garantie de l'Etat français, dans le cadre de l'octroi de prêt PGE suite à la " crise COVID-19 " de 3 322 milliers d'euros au 31 décembre 2023. 3 772 milliers d'euros au 31 décembre 2022*

*** engagement de la Banque d'achat de titres de placement*

**** engagement de financement reçu de la Banque de France*

Dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème, la Banque de France demande des garanties à ses contreparties en échange des liquidités qu'elle leur fournit : c'est ce qu'on appelle le « collatéral » de politique monétaire. Ce mécanisme s'apparente à une sûreté classique, comme pour un crédit immobilier assorti d'une hypothèque, qui permet au créancier de se rembourser en cas de défaillance de son débiteur. Ainsi, pour protéger son bilan, la Banque de France exige que ses contreparties remettent en garantie des actifs pour une valeur au moins équivalente à leur encours de refinancement. Ces actifs doivent se conformer à un cadre règlementaire défini au niveau de l'Eurosystème.

NOTE 11 - ENGAGEMENTS RECUS DE LA CLIENTELE

Les hypothèques immobilières de premier rang reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2023, à 261 238 milliers d'euros contre 260 349 milliers d'euros au 31 décembre 2022

Les autres garanties reçues de la clientèle en garantie de leurs crédits et découverts s'élèvent, au 31 décembre 2023, à 644 385 milliers d'euros contre 557 991 milliers d'euros au 31 décembre 2022

NOTE 12 - ENGAGEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)

Les instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés tant organisés que de gré à gré sont exprimés en valeur notionnelle des contrats traités (qu'il s'agisse de contrats à terme fermes ou de contrats d'options) et en valeur nominale touchant les échanges de taux contrats traités. Les valeurs exprimées en devises ont été converties en euros au cours du change retenu pour la clôture des comptes. d'intérêt.

	2023				2022			
	Marchés organisés		Marchés de gré à gré		Marchés organisés		Marchés de gré à gré	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX								
Couverture globale			**17 675**	**17 675**			**17 800**	**17 800**
Opérations d'échange de taux d'intérêt *			17 675	17 675			17 800	17 800
Couverture affectée			**35 546**	**8 445**			**37 485**	**9 207**
Contrats conditionnels			35 546	8 445			37 485	9 207
INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS								
Couverture affectée								
Contrats conditionnels								

* Par convention, les swaps " achetés " sont les swaps pour lesquels la banque paie le taux fixe, les swaps " vendus " sont les swaps pour lesquels la banque reçoit le taux fixe.

INSTRUMENTS FINANCIERS DE TAUX

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2023					2022
	inf. à 3 mois	de 6 mois à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	Total
Achat sur marché de gré à gré						
Nominal	*663*	*7 772*	*18 134*	*26 652*	53 221	55 285
Valeur de marché		*1*	*861*	*197*	*1 059*	*1 568*
Vente sur marché de gré à gré						
Nominal			*177*	*8 268*	*8 445*	9 207
Valeur de marché			*1*	*378*	*379*	*688*

INSTRUMENTS FINANCIERS SUR ACTIONS

durée restant à courir et valeur de marché (en milliers d'euros)

	2023		2022
	inf. à 3 mois	Total	Total
Achat sur marché organisé			
Nominal		-	-
Valeur de marché		-	-

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE 13 - INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits des opérations		
*** avec les établissements de crédit***	**3 603**	**1 404**
Produits sur prêts	3 603	1 404
*** avec la clientèle****	**10 490**	**7 983**
Produits sur créances clientèle	10 489	7 982
Produits sur autres opérations	1	1
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe***	**2 835**	**402**
Revenus sur titres de placement	2 423	213
Revenus sur titres d'investissement	412	189
TOTAL	**16 928**	**9 789**

* Produits tirés des dépôts auprès de la Banque de France et d'autres établissements bancaires.
** Produits tirés des opérations de prêts aux clients.
*** Produits tirés des placements pour compte propre, principalement en titres d'état

NOTE 14 - INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Charges des opérations		
*** avec les établissements de crédit**	**1 407**	**630**
Charges sur dépôts et emprunt*	1 407	466
Charges sur instrument à terme		164
*** avec la clientèle**	**4 505**	**115**
Charges sur titres négociables émis		
Charges sur comptes à terme	1 494	102
Charges sur autres opérations**	3 011	13
TOTAL	**5 912**	**744**

** Charges sur emprunt à terme auprès d'établissements bancaires*
*** En 2023, nouvelle convention avec Saga pour la rémunération des dépôts*

NOTE 15 - COURTAGES ET COMMISSIONS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits de courtages et commissions	**15 170**	**13 684**
Opérations sur titres*	7 819	4 237
Autres opérations	7 351	9 447
Charges de courtages et commissions	**4 100**	**2 262**
Opérations sur titres	562	226
Autres opérations	3 538	2 036
Résultat net sur commissions	**11 070**	**11 422**

NOTE 16 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Titres de transaction	57	(116)
Opérations de change	32	143
Opérations sur instruments financiers		(5)
TOTAL	**89**	**22**

NOTE 17 - PRODUITS ET CHARGES DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Plus value sur titres de placement	165	276
(Dotations)/Reprises de provision	(274)	134
TOTAL	**(109)**	**410**

NOTE 18 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Opérations immobilières	0	0
Charges refacturées	0	0
Prestations	324	172
Produits divers	330	475
Autres produits d'exploitation bancaire	**654**	**647**
Opérations immobilières	0	0
Charges diverses	130	53
Autres charges d'exploitation bancaire	**130**	**53**

NOTE 19 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Frais de personnel	11 207	8 667
Autres frais administratifs *	7 860	8 007
Total	**19 067**	**16 674**

** Le montant global annuel des jetons de présence versé en 2023 au Conseil d'administration a été de 52 650 euros. En 2022 il s'élevait à 42 900 euros.*

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes en 2023 et 2022 a été respectivement de 111 478 euros et 117 162 euros.

Il n'y a pas eu d' honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre des conseils et prestations de service entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes ni en 202, ni en 2022.

NOTE 20 - FRAIS DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Salaires	6 994	5 295
Intéressement	50	352
Participation	-	39
Charges sociales	3 165	2 381
Impôts, taxes et autres charges sur les rémunérations versées	998	600
Total	**11 207**	**8 667**

Le nombre moyen des salariés permanents employés au cours de l'exercice par les entreprises consolidées par intégration globale est de 88 personnes, contre 74.5 personnes sur l'exercice précédent.

NOTE 21 - COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

	2022	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	2023
Provision pour dépréciation					
Créances sur Clientèle *(note 3)*	2 303	1 022 *	(242)	(673)	2 410
Débiteurs divers *(note 6)*	45	0	0		45
Emplois divers *(note 6)*	-				-
Total des provisions pour dépréciation	**2 348**	**1 022**	**(242)**	**(673)**	**2 455**
Provisions pour risques et charges					
Indemnités fin de carrière	177	122			299
Provision risque prud'homal	192			(10)	182
Provision risque litige clientèle	225	0	0		225
Provision pour charges		233			233
Total des provisions pour risques et charges	**594**	**355**	**0**	**(10)**	**939**

NOTE 22 - RESULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Produits exceptionnels	111	0
Charges exceptionnelles	(318) *	(43)
Total	**(206)**	**(43)**

* En 2023, les charges exceptionnelles comprennent des dotations aux provisions pour risques et charges liées au déménagement (232 milliers d'euros)

NOTE 23 - IMPOTS SUR LES SOCIETES

(en milliers d'euros)

	2023	2022
Charges des impôts courants de l'exercice	657	997
Charges des impôts exceptionnels de l'exercice	(51)	(11)
Charges/(Produits) de l'impôt sur les sociétés	**606**	**986**

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale décide la répartition suivante des bénéfices disponibles qui s'établissent à la somme de :

Report à nouveau de l'exercice 2022	€ 15 746 817.40
Augmenté du bénéfice de l'exercice 2023	€ 1 432 145.97
	€ 17 178 963.37
1°) A l'ensemble des actions un dividende de	€ 448 000,00
2°) Au report à nouveau 2023	€ 16 730 963.37
	€ 17 178 963.37

Rapport de gestion

Les rapports de gestion sont tenus à la disposition du public au siège social : 7-11 Boulevard Haussmann - 75009 PARIS.